

Question orale

Fresque du climat - Proposition libre de Philippe Michotte, conseiller communal

Evere, le 26 juin 2022

Monsieur le Bourgmestre,
Monsieur le Secrétaire communal,

L'Organisation Météorologique Mondiale (OMM) a annoncé le 18 mai dernier, dans un nouveau [rapport sur l'état du climat mondial en 2021](#), que la concentration des gaz à effet de serre, l'élévation du niveau de la mer, le réchauffement et l'acidification des océans ont établi de nouveaux records en 2021. Soit 4 nouveaux records pour quatre indicateurs majeurs du changement climatique en 2021. Le rapport confirme que les sept dernières années ont été les plus chaudes jamais enregistrées, et que nous échouons aujourd'hui à lutter face au changement climatique.

António Guterres, Secrétaire général de l'ONU déclare que « **Le système énergétique mondial est brisé et nous rapproche de plus en plus de la catastrophe climatique** » et il appelle à la mise en œuvre de toute urgence d'une transformation des systèmes énergétiques pour sortir de l'impasse des combustibles fossiles.

A savoir que la dérive climatique n'est qu'un des symptômes des problèmes de l'exploitation de la terre par l'humanité. Ceci est particulièrement bien synthétisé par [Arthur Keller](#) dans une de ses conférences suivie par une analyse radicale et des conclusions interpellantes d'[Aurélien Barrau](#); conférence que l'on peut suivre en suivant ce lien: <https://youtu.be/3VDbnu9k8BM?t=24353>



Et que dire de la 6^{ème} limite des 9 limites¹ identifiées que compte notre planète, 6^{ème} limite qui a été dépassée cette année 2022 ? :

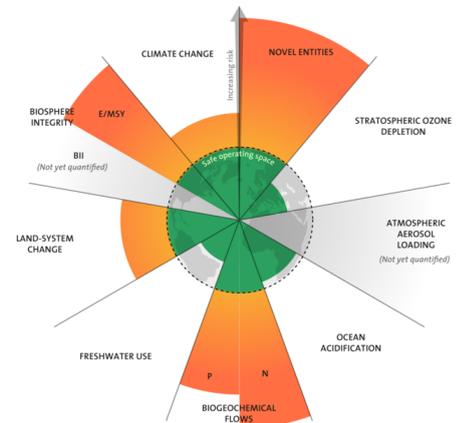
1. **Changement climatique** : concentration atmosphérique en CO₂ supérieure à 350 ppm (le [seuil symbolique de 420ppm](#) a été atteint cette année);
2. Intégrité de la biosphère mesurée par:
 - a. **la biodiversité génétique**, la limite est fixée à taux d'extinction de dix espèces sur un million par an (le taux « normal » est d'environ une espèce sur un million

¹ https://fr.wikipedia.org/wiki/Limites_plan%C3%A9taires

par an). Or, le taux actuel d'extinction planétaire serait de cent à mille espèces sur un million par an. Ces disparitions ont des impacts majeurs sur les écosystèmes et sur les fonctions qui ne sont plus assurées par les espèces disparues.

b. **la perte de biodiversité fonctionnelle** dont la limite est fixée à 90 % ;

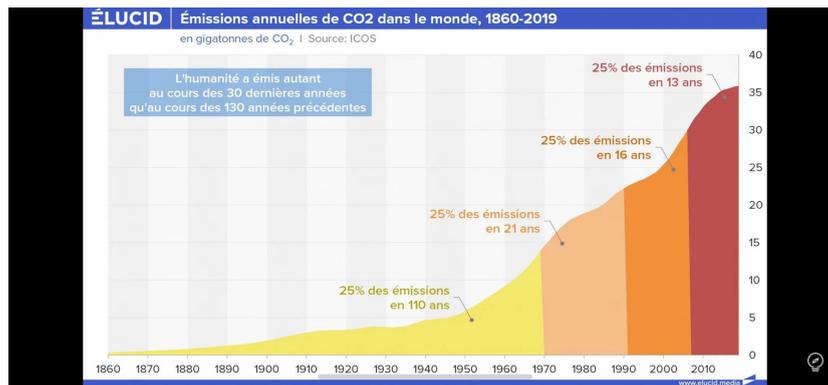
3. **Perturbation des cycles biochimiques de l'azote et du phosphore** : la modification des cycles de l'azote et du phosphore contenu dans les sols résulte notamment de l'agriculture et de l'élevage intensifs ;
4. **Modifications de l'occupation des sols** : estimées à partir de la surface forestière, la limite est fixée à 70 % de la surface de forêt avant défrichement par l'humanité ;
5. **Introduction de nouvelles entités dans l'environnement facteurs de pollution** métaux lourds, composés organiques synthétiques, composés radioactifs, perturbateurs endocriniens ;
6. **Utilisation de l'eau douce** supérieure à 4000 km³/an de consommation des ressources en eau de ruissellement.



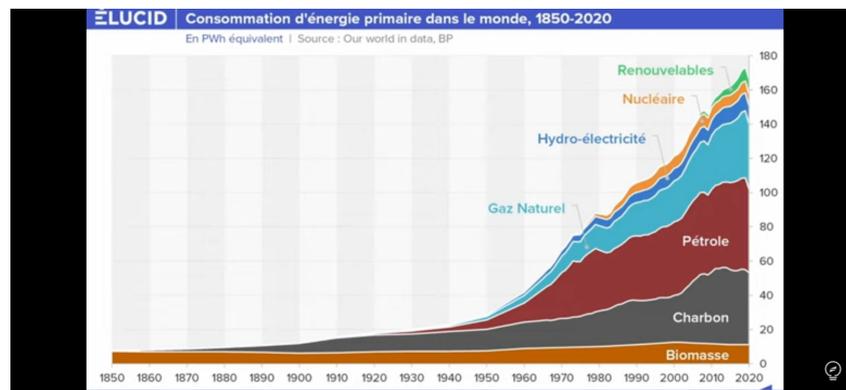
Et que dire de l'[article, publié le 15 mai dans "Le Monde": "LES 425 «BOMBES CARBONE» QUI POURRAIENT RÉDUIRE À NÉANT LA LUTTE CONTRE LE DÉRÈGLEMENT CLIMATIQUE"](#) par Audrey Garric et Perrine Mouterde: "Des chercheurs ont identifié des projets d'extraction de charbon, pétrole et gaz, déjà en opération ou encore en construction, dont les émissions de CO₂ cumulées feraient exploser le budget carbone mondial".

En parallèle, les événements climatiques extrêmes s'intensifient et tuent (canicules en Inde et au Pakistan, inondations en Afrique du Sud, sécheresses dans la Corne de l'Afrique, stress hydrique sur une grande partie de la France et en Belgique, canicule en cette moitié du mois de juin, etc.), l'insécurité alimentaire est en hausse alarmante dans de nombreuses régions du monde, la biodiversité décline à un rythme sans précédent... Combien de temps faudra-t-il encore pour prendre la mesure des enjeux? Est-ce suffisant de supprimer l'utilisation des touillettes et des gobelets en plastique pour dormir tranquille (même si c'est une bonne idée)?

Saviez-vous que depuis 1990 (en 30 ans), nous (l'humanité) avons émis 50% (la moitié) des gaz à effet de serre depuis le début de l'ère (ou l'air) (comme on veut finalement) industrielle. Une autre vidéo édifiante à regarder en suivant ce lien https://youtu.be/mMQwdUxF_bQ



Et que dire du fait que la consommation mondiale des énergies fossiles continue à augmenter (consommation 2021 supérieure à celle d'avant COVID) et que ces énergies fossiles représentent 80% des toutes les énergies utilisées par l'humanité (les énergies renouvelables ne représentent que 20% en y incluant le nucléaire)?



Le problème du climat (mais aussi des autres limites planétaires de la terre) est le problème de l'humanité entière et transcende toute partisanerie politique.

Quelques exemples à suivre?:

- participation d'élus locaux à la fresque du climat: [Les candidates et les candidats aux législatives de Gironde \(France\) ont participé à un atelier de La Fresque du Climat ce lundi 23 mai ! Ils viennent de tous bords politiques et ont accepté de se questionner ensemble sur les changements climatiques.](#)
- [L'initiative Koncilio : distribuons le rapport du GIEC à tous les élus locaux !](#)
- [Une pétition en France est lancée, début mai, pour demander au président de la République et au nouveau gouvernement de suivre une formation de vingt heures sur les enjeux écologiques](#)

A ces titres, de manière personnelle, soutenu par mon groupe MR-Evere, je propose à tous les élus (et mandataires) locaux d'Evere de participer à une Fresque du Climat (<https://fresqueduclimat.org>).

Le principe en est simple: groupe de 5 à 7 participants par fresque + 1 ou 2 animateurs, 42 éléments (photos et textes en provenance des rapports du [GIEC](#)) à positionner sur un grand papier blanc, le but consistant à relier par des flèches des causes à des effets physiques et d'apprécier leur impact sur le climat en sensibilisant les participants à tous ces liens de cause à effet. Le déroulement d'une fresque se fait sur une durée de +/-3 heures. 35 élus, 5 fresques simultanées, y consacrer une matinée ensemble?

Je suis animateur de cette fresque, et je propose à tous les élus d'y participer. Je leur demande une demi-journée (en matinée), dans la salle "Brel" par exemple, salle gracieusement prêtée par la commune; je me charge de trouver d'autres animateurs pour m'assister et pour prendre en charge leur défraiement si la commune ne peut le faire. Il ne reste plus qu'à obtenir votre accord, votre volonté d'y participer, et trouver une ou deux dates qui conviendraient à tous.

Et si cela devait remporter un certain succès auprès des élus Everois, pourquoi ne pas en arriver à ce que la commune propose aux citoyens Everois de participer à de telles fresques (via le Conseil Consultatif du Développement Durable d'Evere et le Plan Air Climat Energie, consacrer une petite partie du subside de Bruxelles Environnement de 125.000 € sur 2 ans et la Participation citoyenne)? Et pourquoi pas aussi partager cette expérience avec les autres élus des autres communes bruxelloises?

En vous remerciant pour l'intérêt que vous accorderez à cette proposition,

Veillez agréer, Monsieur le Bourgmestre, Monsieur le Secrétaire communal, l'expression de mes sentiments les plus respectueux.

Philippe Michotte
Conseiller communal

[MR-Evere](#)



Article complet, publié le 15 mai "Le Monde"

LES 425 « BOMBES CARBONE » QUI POURRAIENT RÉDUIRE À NÉANT LA LUTTE CONTRE LE DÉRÈGLEMENT CLIMATIQUE - Par Audrey Garric et Perrine Mouterde

Des chercheurs ont identifié des projets d'extraction de charbon, pétrole et gaz, déjà en opération ou encore en construction, dont les émissions de CO₂ cumulées feraient exploser le budget carbone mondial.

Le projet Red Hill en Australie, Montney Play ou Christina Lake au Canada, la mine de Hongshaquan en Chine, celles de Hambach et de Garzweiler en Allemagne... Cette liste déterminera, en grande partie, l'avenir de la planète. Pour la première fois, des chercheurs ont identifié et localisé les plus grands projets d'extraction de combustibles fossiles au monde. Ils leur ont aussi donné un nom : les « bombes carbone » ou « bombes climatiques », qu'ils définissent comme les infrastructures de charbon, pétrole et gaz qui pourraient émettre plus de 1 milliard de tonnes de CO₂ sur leur durée d'exploitation.

Selon ces travaux, publiés jeudi 12 mai dans la revue Energy Policy, le monde compte aujourd'hui 425 « bombes climatiques », d'ores et déjà en opération ou encore à l'état de projet, réparties dans 48 pays. Si toutes étaient exploitées jusqu'à leur terme, leurs émissions potentielles combinées représenteraient deux fois le budget carbone mondial – c'est-à-dire le plafond d'émissions – à ne pas dépasser pour espérer maintenir le réchauffement climatique à 1,5 °C par rapport à l'ère préindustrielle. De quoi réduire à néant les objectifs de l'accord de Paris sur le climat et la lutte contre le dérèglement climatique.

Lire aussi : Climat : il y a une chance sur deux pour que le seuil de + 1,5 °C soit dépassé dans les cinq années à venir, annonce l'ONU

Fermer les « bombes carbone » : une priorité

Ces dernières années, les scientifiques, mais aussi les plus grandes organisations internationales, ont martelé la nécessité de sortir du charbon, du pétrole et du gaz. « Les principaux émetteurs doivent réduire considérablement leurs émissions, dès maintenant, a encore répété le secrétaire général des Nations unies, Antonio Guterres, le 11 mai. Cela signifie accélérer la fin de notre dépendance aux combustibles fossiles. »

Pourtant, la question des énergies fossiles, responsables de 80 % des émissions de gaz à effet de serre, n'a jusqu'ici pas été suffisamment au cœur des négociations climatiques, rappelle Kjell Kühne, doctorant à l'université de Leeds au Royaume-Uni, auteur principal de l'étude, et aussi l'un des fondateurs de la campagne Leave it in the Ground (« laissez-le dans le sol »), lancée fin 2011.

La COP26, qui s'est tenue en Ecosse à l'automne 2021, a ainsi été la toute première à voir les pays s'engager collectivement à diminuer l'utilisation du charbon.

« Les conversations sur le niveau d'émissions de gaz à effet de serre à atteindre ou les pourcentages de réduction peuvent être vraiment abstraits, note Kjell Kühne. L'idée des "bombes climatiques" est beaucoup plus tangible et peut aider à savoir comment avoir un impact important et concret dans chaque pays. » L'Allemagne, par exemple, compte deux « bombes carbone », qui sont deux mines de lignite : les fermer devrait être une priorité, estiment les auteurs de l'étude. Au total, 40 % des 425 projets et infrastructures n'avaient pas démarré leur production en 2020.

Trois quarts des sites concentrés dans dix pays

Pour établir cette liste, les chercheurs ont collaboré avec l'association allemande de protection de l'environnement Urgewald, qui a accès à la base de données payante de Rystad Energy, une société d'analyse indépendante de l'industrie pétrolière et gazière. Pour le charbon, il a fallu recenser, site après site, les plus grosses unités de production. Cette base de données a ensuite été croisée avec celle réalisée par l'ONG américaine Global Energy Monitor.

Résultat : 195 projets pétroliers et gaziers et 230 mines de charbon pourraient émettre chacun plus d'une gigatonne de CO₂. Dix pays concentrent chacun plus de dix « bombes climatiques » : la Chine, la Russie, les Etats-Unis, l'Iran, l'Arabie saoudite, l'Australie, l'Inde, le Qatar, le Canada et l'Irak. A eux seuls, ces États hébergent les trois quarts d'entre elles. En 2019, les « bombes climatiques » en fonctionnement ont été responsables de 45 % de la production mondiale de pétrole et de gaz et de 25

% de la production mondiale de charbon – de quoi déjà dépasser le budget carbone à ne pas dépasser.

Le quotidien britannique The Guardian, dans une enquête sur ce sujet publiée le 11 mai, souligne que les projets pétroliers et gazières qui seront lancés au cours des sept prochaines années pourraient produire à terme 192 milliards de barils, soit l'équivalent d'une décennie des émissions actuelles de la Chine, le premier pollueur mondial. Un tiers d'entre eux proviendraient de sources « non conventionnelles » (fracturation hydraulique, forage offshore ultra-profond...) et donc plus risquées, et même des régions particulièrement fragiles comme l'Arctique ne seraient pas épargnées.

Les entreprises Qatar Energy, Gazprom, Saudi Aramco, ExxonMobil, Petrobras, Turkmengaz, TotalEnergies, Chevron, Shell et BP sont celles qui contribueront le plus à ces surplus d'émissions. Interrogée à ce sujet en novembre 2021 par Le Monde, la société française TotalEnergies, engagée dans le projet d'oléoduc géant Eacop entre l'Ouganda et la Tanzanie, assurait que sa production de pétrole « atteindra son pic au cours de la décennie avant de décroître » et affirmait « s'être engagée, depuis 2015, dans une profonde transformation ». Elle continue toutefois d'augmenter sa production de gaz.

« Jeu de dupes »

« Cette étude fournit une autre preuve évidente que les grands projets de combustibles fossiles en cours ou prévus peuvent à eux seuls compromettre l'objectif de + 1,5 °C », réagit Katsumasa Tanaka, climatologue au Laboratoire des sciences du climat et de l'environnement, qui n'a pas participé aux travaux. Elle est également « importante sur le plan politique », ajoute-t-il, avant la COP27, qui se tiendra en Égypte en novembre. Selon les auteurs de l'étude, les régions du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord n'ont jusqu'à présent reçu qu'une attention très limitée en termes d'efforts pour mettre fin à l'extraction des combustibles fossiles.

« L'industrie des énergies fossiles, soutenue par de nombreux acteurs financiers, est engagée dans un jeu de dupes qui nie la science, dénonce de son côté Lucie Pinson, directrice de l'ONG Reclaim Finance. Elle prétend qu'elle peut mener une transition énergétique vers la neutralité carbone tout en poursuivant l'expansion du charbon, gaz et pétrole, alors qu'il faudrait cesser tout nouveau projet et planifier une sortie de ceux existants. »

En 2021, l'Agence internationale de l'énergie a appelé à cesser immédiatement les investissements dans de nouvelles installations pétrolières et gazières, pour garder une chance de limiter le réchauffement à + 1,5 °C. Une étude parue en 2021 dans Nature a montré qu'il faudrait laisser dans le sol près de 60 % des réserves de pétrole et de gaz, et 90 % de celles de charbon d'ici à 2050.

Conséquences : la production de gaz et de pétrole devrait diminuer en moyenne de 3 % par an dans le monde jusqu'en 2050 et celle de charbon de 7 %. Le monde prend actuellement la direction opposée. La production d'énergies fossiles, qui comptent toujours pour 80 % de la demande en énergie primaire, devrait augmenter de 2 % par an durant la décennie, selon le rapport de l'ONU « Production Gap Report », publié fin 2020.

Engagements peu crédibles

Si les principales majors pétrolières et gazières ont pris des engagements de neutralité carbone d'ici au milieu du siècle, ces derniers manquent de crédibilité, prévient le think tank Carbon Tracker dans un rapport publié jeudi 12 mai. Le cercle de réflexion, basé à Londres, s'est penché sur les objectifs climatiques de quinze grands groupes cotés en Bourse. Il conclut que la plupart ne s'engagent pas à une réduction absolue de leurs émissions de gaz à effet de serre. Il met également en garde contre des stratégies permettant de baisser artificiellement leurs émissions tout en continuant à investir dans les hydrocarbures : le recours à des technologies comme la capture du carbone ou la plantation de forêts, dont les

bénéfices restent incertains, l'achat de compensations ou la vente d'actifs plutôt que leur liquidation. Le contexte de guerre en Ukraine et d'envolée des prix de l'énergie depuis l'été 2021, loin d'accélérer la transition énergétique, a pour l'instant relancé la production d'énergies fossiles, rendant rentables des projets jusqu'à présent jugés trop coûteux. « Mais alors que les prix de l'énergie vont rester très élevés dans les prochaines années, cela devrait accélérer le pic de la demande pétrolière, qui pourrait intervenir vers 2025 », estime Marc-Antoine Eyl-Mazzega, directeur du Centre énergie et climat à

l'Institut français des relations internationales. De sorte que, ajouté à des prix du charbon bien plus élevés que ceux du solaire et un développement rapide des énergies renouvelables ou des voitures électriques, « une partie des 425 projets d'énergies fossiles qui ne sont pas encore en activité pourraient ne pas voir le jour », juge-t-il. Pour contenir le réchauffement climatique, les auteurs de l'étude appellent non seulement à ne pas lancer de nouveaux projets mais aussi à réduire la production des infrastructures existantes.

Audrey Garric et Perrine Mouterde